

durant l'exercice 1991-1992. Notre enveloppe d'aide multilatérale s'est également enrichie, compte tenu de nos engagements vis-à-vis des institutions financières internationales et de nos importantes dépenses au chapitre de l'aide humanitaire et de l'aide alimentaire. En ce qui intéresse cette étude, l'aide officielle de gouvernement à gouvernement (c.-à-d. l'aide « traditionnelle ») est la plus révélatrice de la répartition géographique de l'aide que nous fournissons.

Depuis les années 60, les dons du Canada se sont caractérisés par leur « dispersion »; ils n'ont pas été systématiquement axés sur un petit nombre de pays²⁹. Les décisions en matière de politiques prises ces dernières années, dans un contexte de restrictions budgétaires, ont contribué à réduire le nombre de pays bénéficiaires. Compte tenu des coupures imposées par le gouvernement actuel et du resserrement des dépenses prévu pour les prochaines années, l'aide au développement va très probablement subir d'autres réductions. Dans ce contexte, d'autres dures décisions quant au choix des pays bénéficiaires devront et seront très certainement prises.

Comme Boone le souligne, l'aide a effectivement contribué à favoriser de façon substantielle la croissance économique dans un petit nombre de cas. Si l'on considère l'expérience du Canada en matière d'aide au cours de la dernière décennie, on peut faire des remarques intéressantes. Le tableau 1 donne la liste des dix pays ayant bénéficié d'une aide du Canada, par ordre d'importance, pour certaines années des deux dernières décennies. Quelques pays sont presque toujours présents, alors que, pour d'autres, leur présence dépend de questions politiques ou d'autres considérations. Quelques pays, comme le Bangladesh, l'Indonésie, l'Inde et le Pakistan, figurent parmi les principaux bénéficiaires de l'aide au développement offerte par le Canada durant les deux décennies, en raison de leur population et de leur profil d'aide historique. D'autres, comme le Ghana, le Mali et les Philippines ont figuré à nouveau sur la liste dans les années 90, quand leurs gouvernements respectifs ont entrepris une réforme politique et économique. Quelques-uns de ces pays ont connu une forte croissance, alors que d'autres sont restés bloqués dans une situation de faible croissance. Il est certain qu'étant donné les faibles montants en cause, l'aide fournie par le Canada n'a pas eu un effet déterminant sur l'évolution de la croissance. Mais l'aide canadienne a été mieux ciblée ces derniers temps, tant en termes de répartition géographique que de composition. Y a-t-il d'autres leçons qui pourraient éclairer notre façon de faire?

Sans vouloir paraître déterministe, et étant donné que l'objectif reconnu de notre programme d'aide est de réduire la pauvreté, il convient de faire ici plusieurs observations. Tout d'abord, les pays qui ont enregistré de bons taux de croissance ont en général les politiques voulues (ajustement structurel, libéralisation des droits de douane, démocratisation, etc.), et l'aide qui leur est fournie donne de meilleurs résultats. Une situation macro-économique stable est aussi nécessaire pour maximiser les avantages que le

²⁹ Pour une excellente analyse détaillée de « The Choice of Bilateral Aid Recipients », voir le chapitre de David Morrison portant le même titre dans *Canadian International Development Assistance Policies: An Appraisal*, sous la direction de Cranford Pratt, McGill-Queen's University Press, Kingston, 1994.